

“La réponse de l’Europe est décevante”

Migration Amnesty international prie l’Europe de s’attaquer à la crise avec plus de vigueur et de cohérence.

La crise de réfugiés que nous connaissons actuellement est la pire depuis la Seconde Guerre mondiale”, a rappelé Salil Shetty, secrétaire général de l’ONG Amnesty international à un petit groupe de journalistes, jeudi, à Bruxelles. Plus de quatre millions de Syriens, pour ne parler que d’eux, ont fui leur pays déchiré par la guerre pour trouver refuge dans les pays voisins. Un petit nombre d’entre eux ont tenté, ou tenteront de rejoindre l’Europe, au péril de leur vie, en embarquant sur les bateaux affrétés par les passeurs. “La situation est exceptionnelle”, insiste Salil Shetty, mais “la réponse de la communauté internationale, y compris celle de l’Union européenne, est assez décevante”. De passage à Bruxelles, l’indien devait s’entretenir de ce sujet avec la Haute représentante pour la politique étrangère de l’Union, Federica Mogherini, et avec le président du Conseil européen, Donald Tusk.

Tout en les estimant encore insuffisantes, l’Indien se félicite des propositions de la Commission de répartir quelque 40 000 demandeurs d’asile syriens et érythréens entre Etats membres et de réinstaller 20 000 réfugiés syriens dans l’Union. Reste que ces propositions sont accueillies froidement par les Etats membres. Faute d’accord des ministres des Affaires intérieures de l’Union, mardi à Luxembourg, le sujet atterrira sur la table des chefs d’Etat et de gouvernement, lors du sommet européen, la semaine prochaine.

Salil Shetty déplore le manque de leadership des dirigeants des pays européens qui subissent la pression des partis populistes et ne démentent pas leurs discours évoquant une invasion de migrants. “C’est un cercle vicieux”, regrette-t-il, soulignant que l’Europe ne prend en charge qu’une toute petite partie du problème. “Au Liban, pays qui accueille déjà des réfugiés pa-

lestiniens depuis des décennies, une personne sur cinq est désormais originaire de Syrie.”

“L’UE doit aller au-delà des réponses urgentes”

Salil Shetty se réjouit en revanche qu’à la suite des drames successifs survenus en Méditerranée, lors desquels des milliers de migrants ont perdu la vie, l’UE ait renforcé les moyens de ses opérations de sauvetage. Si tant de gens sont prêts à mettre leur existence en péril, insiste Salil Shetty, “c’est parce qu’il n’existe pas de moyen légal d’entrer en Europe pour les gens qui fuient la violence. La mise en place de politiques de visas, des programmes de réinstallation, de réadmission, de regroupement familial sont autant de choses auxquelles on voudrait que l’Europe s’attelle au-delà des réponses urgentes à amener à la crise”. Et à ceux qui estiment que la première

chose à faire est de mettre en place les conditions pour que des personnes cessent de fuir leur pays par millions, Salil Shetty rappelle : “Amener l’Erythrée à respecter les droits humains ne se fera pas du jour au lendemain. Pendant ce temps, les gens continueront à fuir ce pays.”

Aussi, Amnesty plaide pour que l’UE se dote d’une politique d’asile cohérente et efficace. “L’actuel accord de Dublin (qui confie au premier pays d’accueil la responsabilité du traitement d’une demande d’asile, NdLR) ne correspond plus aux réalités, et il faut le repenser”, juge Salil Shetty.

“Si les choses restent en l’état, la Grèce et l’Italie (les deux principaux pays d’entrée dans l’UE, débordés, NdLR) cesseront d’appliquer les règles et laisseront passer les migrants. Ce sera plus encore le chaos qu’aujourd’hui”, complète John Dalhuisen, directeur du programme Europe et Asie d’Amnesty. “Il n’y a pas de solutions simples, mais une partie de ces solutions passe par une redéfinition de la politique d’asile européenne. Or, les Etats membres ont des difficultés à admettre que leur politique d’accueil soit définie par quelqu’un d’autre”, ajoute M. Dalhuisen. Et d’oser cette comparaison : “La politique d’asile commune est comme l’euro : elle ne peut pas fonctionner si l’on fait les choses à moitié.”

OleB

11,3

MILLIARDS D’EUROS POUR LE RENVOI DES MIGRANTS ILLÉGAUX

Les pays de l’Union européenne ont dépensé 11,3 milliards d’euros depuis 2000 pour renvoyer les migrants illégaux et 1,6 milliard pour assurer la protection des frontières de l’Europe, révèle une enquête menée par un consortium de journalistes européens publiée jeudi dans 16 pays.

Épinglé

La clôture hongroise ne fait pas l’unanimité

Le Premier ministre serbe, Aleksandar Vucic, s’est dit “surpris et choqué” de la décision de Budapest de fermer la frontière entre la Hongrie et son pays. “Nous allons parler de cette décision avec nos collègues hongrois”, a-t-il déclaré à la télévision d’Etat (RTS), mercredi soir. “La Serbie ne peut pas être responsable de la situation créée par les migrants; nous ne sommes qu’un pays de transit”, a rappelé le Premier ministre, d’Oslo, où il était en visite officielle.

La Commission européenne s’est montrée réticente à la construction d’une clôture le long de la frontière serbo-hongroise. L’une de ses porte-parole, Natasha Bertaud, l’a précisé jeudi lors du point presse de l’exécutif européen : “La Commission encourage les Etats membres à utiliser des mesures alternatives.” Et d’ajouter, en faisant référence au mur de Berlin : “Nous n’avons que récemment abattu des murs en Europe, nous ne devrions pas nous mettre à en construire de nouveaux.” Néanmoins, Natasha Bertaud a nuancé son propos en rappelant que “les Etats membres ont la responsabilité de gérer leurs frontières”, de manière “conforme aux règles européennes et obligations internationales”. (D’après AFP)